
La valorisation des relations transnationales de solidarité. Le cas du transnationalisme pour la protection des droits de l'homme durant le régime de Pinochet

Barbara Ghiringhelli



Éditeur
Mondes Américains

Édition électronique

URL : [http://](http://nuevomundo.revues.org/69627)

nuevomundo.revues.org/69627

ISSN : 1626-0252

Référence électronique

Barbara Ghiringhelli, « La valorisation des relations transnationales de solidarité. Le cas du transnationalisme pour la protection des droits de l'homme durant le régime de Pinochet », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Colloques, mis en ligne le 10 octobre 2016, consulté le 13 octobre 2016. URL : <http://nuevomundo.revues.org/69627>

Ce document a été généré automatiquement le 13 octobre 2016.



Nuevo mundo mundos nuevos est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La valorisation des relations transnationales de solidarité. Le cas du transnationalisme pour la protection des droits de l'homme durant le régime de Pinochet

Barbara Ghiringhelli

- ¹ La première expérience latino-américaine d'une Présidence de la République guidée par un leader politique marxiste, ayant débuté par les élections démocratiques du 4 septembre 1970 remportées par Salvador Allende, fut brutalement interrompue trois ans plus tard, le 11 septembre 1973, par le coup d'état mené par les forces armées chiliennes dirigées par le Général Augusto Pinochet¹. La prise du pouvoir par Salvador Allende recouvrit un rôle fondamental dans l'histoire latino-américaine et constitua un précédent très important dans les vicissitudes successives qui caractériseraient le changement de régime politique dans beaucoup d'autre Pays de l'Amérique du Sud e Centrale². Les bouleversements sociopolitiques qui caractérisèrent le continent depuis les années '60, furent suivi et dans beaucoup de cas soutenus, outre que par nombreuses organisations de société civile européennes, aussi par certaines forces politiques, en particulier par la Democrazia Cristiana et le Partit Communiste Italiens. Une personnalité comme le maire de Firenze Giorgio La Pira très connus en Italie et dans le scenario international, en particulier pour son grand engagement pour la création d'un mouvement pour la paix au niveau mondiale, est une des témoignages plus évident des relations et des collaborations à l'époque développées entre Europe, Italie et Amérique du Sud³.
- ² Pendant les trois ans de présidence, le Gouvernement d'Allende fut caractérisé, entre autres, par l'âge moyen relativement bas de ses principaux collaborateurs qui, suite à l'assassinat du Président au Palais de « La Moneda », furent parmi les premiers à être persécutés par le régime de Pinochet. La terrible répression mise en place par le Régime a

été caractérisée par l'exécution de milliers de militants, de sympathisants, de collaborateurs et de leaders d'organisations de la société civile et par la violation des droits de l'homme fondamentaux d'une population entière⁴. C'est dans ce contexte que, grâce au courage et à la détermination des fonctionnaires de l'Ambassade d'Italie à Santiago du Chili, en premier lieu Piero De Masi⁵, Roberto Toscano et Emilio Barbarani⁶ respectivement chargé d'affaires et deuxième secrétaire, des centaines de chiliens recherchés par les militaires au pouvoir trouvèrent refuge en échappant à la mort certaine. Malgré l'absence de l'Ambassadeur Tomaso De Vergottini⁷, temporairement à Rome dans les jours du putsch, les deux fonctionnaires prirent la responsabilité d'ouvrir les portes de l'Ambassade et d'héberger 600 chiliens au cours de l'année qui suivit le coup d'état et d'en aider un grand nombre à quitter le Pays sous la protection du personnel diplomatique italien. Ainsi, un petit groupe de leaders locaux appartenant ou liés aux forces politiques qui faisaient partie de la coalition Allende et désormais passées à l'opposition et à la clandestinité, gagnèrent l'Italie et Rome en particulier. Parmi eux, Bernardo Leighon ancien Vice-Président de la République et Ministre de différents gouvernements avant Pinochet ; José Antonio Viera Gallo, ancien Sous-secrétaire à la Justice du Gouvernement Allende, qui deviendra plus tard Président de la Chambre des Députés et occupera d'autres fonctions importantes dans les gouvernements démocratiques chiliens successifs ; José Miguel Insulza, qui devint ensuite porte-parole du Président Frei Ruiz-Tagle et Ministre de l'Intérieur du Président Lagos ; Antonio Leal Labrin, qui devint député et Président de la Chambre des Députés en 2006 ; Clara Szczaransky, avocat membre du parti communiste chilien et future compagne du fondateur des Inti Illimani Jorge Coulon⁸.

- 3 La brutalité du coup d'état du général Pinochet et, encore plus, le drame des persécutions qui frappèrent les dissidents dès sa prise du pouvoir, portèrent à une mobilisation sans égale de nombreuses ONG (Organisations Non Gouvernementales) internationales engagées dans le Pays avec des projets de développement et, dans beaucoup de cas, sympathisantes et supporters du Gouvernement Allende. En premier lieu, avec des actions en faveur des persécutés sur place, puis à travers l'activation de campagnes de sensibilisation au niveau international. En Italie, les organisations de la Société civile engagées dans le Pays latino-américain furent parmi les plus actives dans la promotion d'activités de solidarité. La présence à Rome des réfugiés chiliens offrit l'occasion de resserrer les relations de coopération instaurées dans les années précédentes et de programmer un nouveau plan d'action sur la base du nouveau contexte local. Parmi les plus engagées, il faut mentionner les organisations syndicales, parmi lesquelles la CISL (Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori) qui publiera des années plus tard l'expérience extraordinaire du leader syndical chilien Manuel Bustos⁹, et les ONG de développement, en particulier le MLAL (Movimento Laici per l'America Latina)¹⁰. Cette ONG active au Chili depuis plusieurs années, tout en continuant les projets de développement en cours dans le Pays, prit l'initiative d'appuyer certains des réfugiés basés à Rome et de planifier avec eux une stratégie de réinsertion à Santiago afin de reprendre les activités qui avaient été brusquement interrompues par le coup d'état. Il faut noter comme cette volonté de continuer dans la gestion des projets de coopération pendant le régime Pinochet manifesté par nombreuses ONG engagées au Chili fut probablement la première occasion de contraposition avec ce qui retenait opportun de interrompre toutes activités et quitter les pays soumis à des régimes totalitaires pour ainsi expliciter le total refus et la nécessité de n'avoir aucune collision avec les dictateurs du cas. Dans l'histoire de la coopération non gouvernementale des années suivantes, et

jusqu'à aujourd'hui, cette dilemme a accompagné à plusieurs reprises les débats et les décisions de beaucoup des dirigeants des ONG internationales.

- 4 Dans les premières années qui suivirent le putsch, la collaboration entre le MLAL et les réfugiés chiliens visa à mettre au point les meilleures activités possibles en soutien aux organisations et aux personnes engagées dans la résistance locale. Les difficultés de communication et les précautions évidentes qu'il fallait prendre pour ne pas tomber dans les griffes de la censure ou, encore pire, mettre en péril la sûreté des collaborateurs locaux et les exposer à la répression des émissaires gouvernementaux, furent surmontées grâce à la collaboration sur place de quelques membres de l'Église catholique chilienne, notamment l'engagement aussi efficace que discret du Cardinal Silva Enriquez. Cette grande personnalité, qui joua un rôle de premier plan dans l'histoire chilienne, était bien connue comme sympathisant d'Allende et de son action de renouvellement du Pays. Sa participation au règlement du nouveau Président de la République en 1970, avait été la formalisation de sa propension pour le nouveau cours du Pays. Mais plus encore que ce geste éclatant, la confiance dans le Cardinal avait mûri avec son engagement permanent en faveur des droits de l'homme. Ce fut grâce à lui et à sa capacité de mobiliser autour de ses idées l'opinion publique et les acteurs de solidarité internationale que prit forme, en 1976, l'expérience de la « Vicaría de la Solidaridad »¹¹. Dans chaque diocèse du Pays, le Cardinal Silva Henríquez, à l'époque Président de la Conférence Épiscopale Chilienne, voulait un bureau de cette institution afin de garantir un contrôle étroit du respect des droits de l'homme de la part des forces armées et des institutions gouvernementales et donner une protection légale et une assistance médicale aux victimes des violations commises. Cette confiance bien placée s'affirmera des années plus tard lorsqu'il deviendra l'un des promoteurs de la Commission Nationale « Verdad y Reconciliación » (Vérité et Réconciliation) demandée et obtenue pour enquêter sur les crimes commis par le Régime Pinochet et qui amènera à l'admission et à la publication¹² de plus de 3.000 cas d'assassinats et d'exécutions d'opposants au Général. Certainement un nombre très réduit par rapport à l'envergure des cas de personnes torturées, violées et tuées pendant les quinze années du régime, mais toutefois énormément significatif du fait que la Commission fut aussi composée par des représentants de Pinochet, donc inexorablement forcés à reconnaître les abus et les violations perpétrés durant le gouvernement du Général. Celle du Chili fut la première expérience de instauration d'une telle Commission qui dans les années à suivre sera émulée par d'autres Pays comme, entre autre, la République Sud-Africaine de Nelson Mandela.
- 5 Cette expérience des « Vicarías de la Solidaridad » fut immédiatement adoptée par les réfugiés chiliens à l'étranger et en Italie, entre autres, par l'ONG MLAL. Cette ONG présente depuis plusieurs années au Chili avec des projets de développement et de solidarité internationale comprit dès le début l'énorme potentialité de cette initiative de l'Église chilienne et entrevit les perspectives futures comme levier d'un potentiel changement intégral du Pays. La nature formelle d'un tel projet et la protection intrinsèquement fournie par une institution telle que l'Église catholique - il faut rappeler comme le Général Pinochet se professait catholique pratiquant -, l'envergure nationale des « Vicarías » installées dans chaque diocèse du Pays et la fiabilité des opérateurs locaux engagés parmi le personnel et les collaborateurs les plus fiables du tissu ecclésiastique, étaient considérées à juste titre comme les conditions les plus à même d'assurer la réussite et l'efficacité de l'initiative.

- 6 Une fois que fut prise la décision de soutenir les projets des « Vicariàs de la Solidaridad », et que fut reconnue la valeur ajoutée de la collaboration, en Italie et sur le terrain, de ressources humaines qualifiées comme celles des réfugiés avec leur expérience de gouvernement et de gestion et leur connaissance du milieu, le problème principal à résoudre était celui de la sûreté de ce personnel une fois revenu au Chili. La solution, tout aussi géniale qu'audacieuse, fut d'exploiter une certaine forme d'immunité réservée au personnel inséré dans un projet de coopération validé et financé par l'État italien. L'idée fut partagée puis assumée par des fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères italien, appartenant en particulier au Département de la Coopération au Développement (aujourd'hui Direction Générale de la Coopération au Développement) qui permirent la conception et le cofinancement d'un projet spécifique soumis par l'ONG MLAL à l'évaluation du même Ministère.
- 7 La première approbation et les premières ressources financières furent octroyées à un projet cofinancé avec les fonds alloués à la coopération des Organisations Non Gouvernementales italiennes, visant au soutien direct de l'initiative des « Vicariàs de la Solidaridad ». Les premiers volontaires italiens furent envoyés sur place pour soutenir les actions sur le terrain. La collaboration avec les responsables locaux fut renforcée grâce au partage quotidien de la vie et des activités du partenaire chilien, identifié évidemment dans la Conférence Épiscopale Chilienne et le diocèse de Santiago dirigé par le Cardinal Silva Enriquez. Les actions initiales prévues par le projet étaient de renforcer les « Vicariàs » déployées grâce à l'expertise des chiliens à Rome, au travail sur place des volontaires italiens avec les responsables locaux et aux financements obtenus à travers la Coopération italienne et la collecte de fonds lancée par l'ONG auprès de la population italienne.
- 8 Les résultats positifs espérés ne tardèrent pas à se matérialiser. Le mix multiculturel d'expertises, de connaissances et de passions investies dans le projet manifesta rapidement la validité et les potentialités d'une collaboration efficace et concrète entre les communautés des deux Pays impliqués, au point qu'une deuxième étape, bien plus ambitieuse, ne tarda pas à être conçue par les deux partenaires responsables du projet. Bénéficiant encore une fois de la bénédiction et de l'appui concret du Cardinal de Santiago, les dirigeants du MLAL, en particulier le Président de l'ONG ancien volontaire en Amérique Latine, développèrent une nouvelle phase du projet visant à concevoir des actions directes orientées au soutien des forces d'opposition engagées dans la préparation du Référendum de 1988. Le défi était énorme, les risques de sécurité pour le personnel engagé très élevés et les probabilités de réussite liées aux capacités de dessiner un projet efficace mais à la fois formellement acceptable par les autorités chiliennes. C'est dans ce cadre que deux nouveaux acteurs furent mobilisés afin d'augmenter les chances de succès : la Conférence Épiscopale Italienne et la FOCSIV (Federazione Organismi Cristiani di Servizio Internazionale Volontario), la Fédération nationale d'appartenance de l'ONG MLAL. La fonction de Vice-Président de la FOCSIV occupée par le Président du MLAL et la participation du Président de FOCSIV à la commission épiscopale pour l'aide aux Pays en voie de développement facilitèrent sans aucun doute la constitution de ce nouveau partenariat élargi.
- 9 La finalité de la nouvelle phase de l'intervention au Chili était la mise en place d'un réseau de communication entre les différentes Vicariàs diocésaines pour aboutir à un système plus efficace de sensibilisation sur la violation des droits de l'homme, aussi bien au niveau local qu'au niveau italien et international. Le début des années 1980 laissait entrevoir les

grandes potentialités des technologies informatiques et de l'ample diffusion des premiers ordinateurs personnels. Les possibilités offertes par ces nouveaux moyens de surmonter les limites orographiques d'un Pays comme le Chili, étendu sur plus de 4 000 km de longueur, et d'organiser un système de communication rapide entre les « Vicariàs de la Solidaridad » se trouvant pour la plupart à des centaines de kilomètres de la capitale, aboutirent à la création d'une agence de presse nationale basée à Santiago, dénommée ensuite AIC (Agencia Informativa y de Comunicaciones). Constamment en liaison télématique avec chaque bureau diocésain des Vicariàs, elles permirent de faire connaître à l'opinion publique nationale et internationale les nombreuses violations des droits de l'homme perpétrées par le régime de Pinochet. Encore une fois, la coopération italienne se rendit disponible pour financer la nouvelle programmation en approuvant le cofinancement d'un projet présenté cette fois-ci par la FOCSIV, en particulier grâce à l'appui fourni par le Sous-secrétaire d'État auprès du Ministère des Affaires Étrangères chargé des relations avec l'Amérique du Sud, le sénateur Gilberto Bonalumi¹³. Formellement conçu et articulé autour de ces objectifs, dès le début, le nouveau projet songeait aussi à l'exploitation du système électronique mis en place afin d'appuyer le réseau des forces et les mouvements sociaux et politiques désormais engagés dans la campagne référendaire qui conduira en 1988 à la victoire du front du « NO »¹⁴ et à la défaite de Pinochet et de son régime. Ce dernier but, évidemment omis dans les documents du projet où seul l'aspect des droits de l'homme avait été développé, fut poursuivi à travers la notification constante des violations des droits de l'homme perpétrés au niveau local au siège central de l'agence de presse. Chaque responsable des Vicariàs été chargé de transmettre quotidiennement au siège centrale de l'AIC à Santiago un rapport détaillé des principaux événements locales, en particulier les cas de violation des droits de l'Homme et d'abus commis par les autorités gouvernementales et les forces armées. Grâce à ces rapports, chaque jour, le siège AIC de Santiago pouvait rédiger un rapport détaillé à l'adresse du bureau de Patricio Aylwin, candidat de la coalition des forces politiques d'opposition, la « *Concertación de partidos por la Democracia* ». En plus, chaque semaine des rapports particuliers se référant aux collègues électoraux, étaient préparés pour les parlementaires des forces politiques de la *Concertación*, qui pouvaient ainsi les utiliser quand ils revenaient dans leur fief respectif la fin de semaine. La direction de l'AIC avait été confiée à trois des réfugiés à Rome rentrés au Chili grâce au projet financé par la coopération italienne dans lequel ils avaient trouvé place en tant que coopérants et à deux autres collaborateurs restés dans le Pays. Le système était une roue bien huilée qui dès les premières étapes démontra toute sa potentialité et son efficacité. Le flux de nouvelles arrivant des périphéries était constant et ponctuel et son traitement au siège central de Santiago d'un très grand intérêt pour les parlementaires et le bureau du candidat à la présidence de l'opposition.

- 10 Malheureusement, les procédures et les normes en vigueur au Ministère des Affaires Étrangères italien empêchait le financement d'une nouvelle phase du projet, et l'approche de la date du Référendum demandait un prolongement des activités de l'AIC afin d'utiliser le système informatique aussi pour un contrôle serré du déroulement des scrutins dans les différentes Provinces du Pays. La crainte de fraudes électorales et de modification des résultats en faveur du Régime en place, poussait les forces et les mouvements du front du « NO » à demander un service accru à l'AIC et imposait un renforcement du siège central de l'Agence et de son réseau national. C'est ainsi que, grâce aux relations¹⁵ avec le Cardinal Silva et à la disponibilité de la Conférence Épiscopale Italienne (CEI), le projet obtint un nouveau soutien financier qui permit la réalisation de

ces objectifs. Ce fut grâce au fond de la CEI récolté avec le mécanisme de « l'8 per mille », cette a dire la possibilité pour les italiens de dévouer un quota des leurs impôts à l'Eglise catholique, et destiné aux actions de solidarité internationale que le projet pouvait compter sur un nouveau financement. Les jours du Référendum, avec les ressources de la nouvelle phase du projet, l'AIC fut en degré de informer en temps réel et régulièrement la centrale du front du « NO » des résultats, des conditionnements exercés sur les électeurs et des tentatives de fraude constatées dans les bureaux de vote de tout le Pays.

- 11 Certainement, la clé du succès du Référendum fut le peuple chilien, sa capacité de réagir à la terreur imposée par Pinochet et ses larbins et sa détermination à mettre un terme à l'un des régimes les plus brutaux que connut l'Amérique du Sud. Cependant, nous pensons que les compétences et les ressources mises à la disposition du bien du Pays par les réfugiés chiliens qui avaient vécu à Rome pendant une partie des années de la terreur, valorisées par la prévoyance et l'engagement des institutions et des personnes qui ont participé activement à ce projet et l'ont rendu possible, ont fourni une valeur ajoutée remarquable à l'obtention des résultats ayant permis à un peuple entier de reprendre sa liberté et d'entreprendre d'une nouvelle phase de développement grâce à laquelle le Chili est aujourd'hui l'un des Pays les plus avancés du continent latino-américain.

NOTES

1. Stabili, Maria Rosaria (coord), *Entre historias y memorias : Los desafíos metodológicos del legado reciente de América Latina*, Madrid, Iberoamericana, 2007.
2. De Giuseppe, Massimo, "Quei ponti sospesi (attraverso l'oceano).Giorgio La Pira e le voci dall'America latina", *Italia Contemporanea*, n° 236, settembre, 2004.
3. Ibidem.
4. [en línea], URL : <http://www.vicariadelasolidaridad.cl/cronologia.php>, consulté le 14 mars 2016.
5. De Masi, Piero, Santiago. 1 febbraio 1973-27 marzo 1974, Bonanno, Acireale, 2013.
6. Barbarani, Emilio, *Chi ha ucciso Lumi Videla ? Il Golpe Pinochet, la diplomazia italiana e i retroscena di un delitto*, Milano, Mursia, 2012.
7. De Vergottini, Tomaso, *Cile : diario di un diplomatico (1973-1975)*, Roma, Koiné, 2000.
8. Nocera, Raffaele et Rolle Cruz, Claudio (éd.), *Settantatre. Cile e Italia, destini incrociati*, Napoli, Think Tanks Edizioni, 2010. Nocera, Raffaele, *Acuerdos y desacuerdos. La DC italiana y el PDG chileno : 1962-1973*, Santtiago de Chile, Fondo de cultura económica, 2015.
9. Patricia, Mayorga et Verdugo, Myriam, Manuel Bustos. *Un cileno dalla dittatura alla democrazia*, Roma, Edizioni Lavoro, 2009.
10. [en línea], URL : www.progettomondmla.org, consulté le 9 janvier 2016.
11. [en línea], URL : http://www.vicariadelasolidaridad.cl/vicaria_solidaridad.php, consulté le 7 mars 2016.
12. Secretaria de Comunicación y Cultura – Ministerio Secretaria General de Gobierno, *Informe de la Comisión Nacional de Verdad e Reconciliación*, Tomo 1, 2, 3, Santiago, Février, 1991.
13. Le sénateur Gilberto Bonalumi, appartenant au groupe "Democrazia Cristiana", a été Sous-secrétaire d'État du 30 juillet 1987 au 21 juillet 1989 au sein des Gouvernements Gorla et De Mita,

[en línea], : <http://www.senato.it/leg/10/BGT/Schede/Attsen/00000306.htm>, consulté le 9 janvier 2016.

14. Voir l'interview avec Antonio Skàrmeta dans "Capital online" du 28 janvier 2013, [en línea], URL: <http://www.capital.cl/poder/2013/01/28/080132-antonio-skarmeta-y-la-chispa-del-no>, consulté le 9 janvier 2016

15.

RÉSUMÉS

L'expérience du gouvernement Allende fut brutalement interrompue par le coup d'état du Général Pinochet. La répression n'épargna pas les membres du gouvernement destitué et les dirigeants des institutions publiques et de la société civile. Les efforts des fonctionnaires de l'Ambassade italienne au Chili, permirent à des dizaines de persécutés de trouver refuge puis de quitter le Pays. Parmi eux, différentes personnalités se réfugièrent à Rome. Une fois dans la capitale italienne, grâce à la solidarité d'ONG engagées avec le Chili, ces réfugiés politiques purent tisser en Italie un réseau efficace de soutien à des personnes et organisations chiliennes passées à la clandestinité pour dénoncer et lutter contre les violations des droits de l'homme perpétrées. Une fois rentrés au Chili, grâce à un projet de coopération promu par l'ONG MLAL et financé par le Ministère des Affaires Etrangères et par la Conférence Episcopale Italiens ces réfugiés géraient une Agence de communication qui fut un sujet prééminent du Referendum. La valorisation des ressources humaines migrantes, de leur expertise et de leur connaissance du tissu sociopolitique, culturel et anthropologique local dans des activités de coopération internationale, trouve aujourd'hui encore dans cette expérience l'une de ses formes concrètes à plus grande valeur ajoutée.

The Allende's Government was brutally cut short by a coup led by General Pinochet. The following crackdown on activists did not spare members of the deposed government, directors in public companies and in civil society organizations. The commendable efforts of officials at the Italian Embassy in Chile, saved dozens of people, providing them with a safe haven behind the Embassy's walls before helping them leave the country. Some of the leading figures who escaped like this made their way to Rome. Here, through the solidarity of NGOs committed with Chile, these political refugees were able to piece together in Italy effective support for Chilean people and organizations fight back against the human rights violations perpetrated. Back to Chile, thanks to a project promoted by the NGO "MLAL", co-financed by the Italian Ministry of Foreign Affairs and the Italian Bishop Conference, these political refugees led a Communication Agency cleaver for the Referendum. The whole experience remains one of the best examples, with true value added, of the use of displaced human resources - with their expertise and in-depth knowledge of the local socio-political, cultural and anthropological climate - in international cooperation activities.

INDEX

Mots-clés : Chili, réfugiés, relations transnationales, valorisation ressources humaines, droits de l'homme

Keywords : Chile, refugees, transnational relations, valorization of human resources, human rights

AUTEUR

BARBARA GHIRINGHELLI

International University of Languages and Media (IULM), Milan, Italy

barbara.ghiringhelli@iulm.it